

IAA
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 16/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PISCICULTURE DE KERADENNEC EARL

Moulin de treveil
29420 Plouénan

Références : -
Code AIOT : 0052902552

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement PISCICULTURE DE KERADENNEC EARL implanté Moulin de treveil 29420 Plouénan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PISCICULTURE DE KERADENNEC EARL
- Moulin de treveil 29420 Plouénan
- Code AIOT : 0052902552
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La pisciculture Keradennec du Moulin de Tréveil sur la commune de PLOUENAN dispose d'une autorisation de production annuelle de 200 tonnes de truites arc-en-ciel par arrêté préfectoral du 28 avril 1987 en dérivation de la rivière de l'Horn.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------|---|--|-----------------------|
| 3 | Règles d'aménagement | Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.214-17 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 6 | Règles d'exploitation | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 7 | Règles d'exploitation | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 13 | Autosurveillance | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 1 | Conditions d'autorisation | Arrêté Préfectoral du 28/04/1987, article 2 | Sans objet |
| 2 | Règles d'aménagement | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7 | Sans objet |
| 4 | Conditions de stockage des produits | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11 | Sans objet |
| 5 | Règles d'exploitation | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14 | Sans objet |
| 8 | Règles d'exploitation | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 17 | Sans objet |
| 9 | Règles d'exploitation | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18 | Sans objet |
| 10 | Règles d'exploitation | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 19 | Sans objet |
| 11 | Autosurveillance | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21 | Sans objet |
| 12 | Autosurveillance | Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que plusieurs points de contrôle sont susceptibles de suite à l'issue de cette visite. Il convient à l'exploitant de transmettre, dans les délais impartis, les justificatifs relatifs aux points abordés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'autorisation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/1987, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Capacité de production |
| Prescription contrôlée : ... La production annuelle autorisée est de 200 tonnes. Toute modification des conditions générales d'exploitation devront être portées à la connaissance de M. le Préfet avant leur réalisation. |
| Constats : L'exploitant a transmis le 03/10/2025 un état récapitulatif de sa production depuis 2022. Les données chiffrées sont conformes à l'autorisation d'exploiter. L'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'une action est en cours pour la rédaction d'un compromis de vente, pour une finalisation au 01/04/2026. L'inspection des installations classées rappelle que sauf disposition particulière, lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent le transfert. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. (art. R181-47 du code de l'environnement). Le formulaire de déclaration de changement d'exploitant a été transmis en séance. Des projets sont à l'étude comme la recirculation ou la modification de la forme des bassins. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Règles d'aménagement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, respect du débit réservé |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé. La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. |

| |
|--|
| <p>La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.</p> <p>L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La méthode de calcul dépend d'une modélisation (débit modélisable à partir de la station - débit en entrée de la pisciculture = débit de la passe à poissons)</p> <p>Il n'y a pas d'échelle limnimétrique, mais une mesure quotidienne est réalisée avec une équerre selon la méthode ITAVI.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Règles d'aménagement

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.214-17</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Passe à bassins</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Après avis des conseils départementaux intéressés, des établissements publics territoriaux de bassin concernés, des comités de bassins et, en Corse, de l'Assemblée de Corse, l'autorité administrative établit, pour chaque bassin ou sous-bassin :</p> <p>1° Une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux parmi ceux qui sont en très bon état écologique ou identifiés par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux comme jouant le rôle de réservoir biologique nécessaire au maintien ou à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant ou dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire, sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique.</p> <p>Le renouvellement de la concession ou de l'autorisation des ouvrages existants, régulièrement installés sur ces cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux, est subordonné à des prescriptions permettant de maintenir le très bon état écologique des eaux, de maintenir ou d'atteindre le bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant ou d'assurer la protection des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée ;</p> <p>2° Une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs. Tout ouvrage doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant, sans que puisse être remis en cause son usage actuel ou potentiel, en particulier aux fins de production d'énergie. S'agissant plus particulièrement des moulins à eau, l'entretien, la gestion et l'équipement des ouvrages de retenue sont les seules modalités prévues pour l'accomplissement des obligations relatives au franchissement par les poissons migrateurs et au transport suffisant des sédiments, à l'exclusion de toute autre, notamment de celles portant sur la destruction de ces ouvrages...</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas répondu au courrier de la DDTM du 9 avril 2025 relatif à la continuité écologique. Une étude Fish Pass concernant l'aménagement d'une passe à poissons a</p> |

| |
|---|
| été réalisée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées l'étude Fish Pass et un planning prévisionnel de réalisation des aménagements. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Conditions de stockage des produits

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions |
| Prescription contrôlée : |
| Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tous risques pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur. Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. |
| Constats : |
| Les produits sont stockés sur rétention, les équipements de protection individuelles et notices sont présents et un état des stocks est réalisé. sur site : incimaxx, chloramine, tracaine, et aquacem ainsi que de l'eau de javel et du percarbonate. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Règles d'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets |
| Prescription contrôlée : |
| Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement. Dans tous les cas, le rejet ne doit pas dépasser les valeurs limites fixée à l'article 15. Les valeurs limites de rejet ainsi que les points au niveau desquels ces valeurs sont mesurées sont fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Lorsque le rejet ne peut pas s'effectuer en un point unique, |

| |
|---|
| <p>l'arrêté d'autorisation précise le nombre de points de rejet utilisés.</p> <p>Les valeurs limites pour les différents paramètres de rejet sont compatibles avec les objectifs de bon état écologique des eaux du cours d'eau récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 03/10/2025 les résultats d'analyses réalisés par le laboratoire CAPINOV qui intègre le paramètre nitrates.</p> <p>La présence de nitrate doit être inférieure à 50 mg/l. Depuis mars 2023, pour 25 compte-rendus d'analyses, 7 dépassent la valeur maximale en entrée et sur ces 7, 5 en sortie bénéficient d'un abattement de 2mg/l en moyenne sur ce paramètre.</p> <p>D'après les analyses, l'activité de la pisciculture n'augmenterait pas le taux de nitrates dans l'eau.</p> <p>Un seul dépassement est constaté sur les matières en suspension (MES) en mars 2023. La valeur en amont est de 33,2 mg/l et 63 mg/l en aval. Les valeurs sont très supérieures aux valeurs relevées habituellement. L'exploitant indique que seule une crue ponctuelle peut avoir une action sur cette mesure.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Règles d'exploitation

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 14</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des rejets</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau. 2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5, 5 et 8, 5. 3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place. 4. L'arrêté d'autorisation fixe les valeurs en concentration à respecter en moyenne sur 24 heures en différentiel amont / aval. 5. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH₄ +, NO₂-, PO₄³⁻ et DBO₅), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu. <p>Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH₄ +, NO₂-, PO₄³⁻ et DBO₅ ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg / l ; - NH₄ + : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (NH₄ +) ne dépasse pas 0, 5 mg / l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 |

| |
|---|
| <p>mg / l ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - NO₂:- l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0, 3 mg / l ; - PO₄³⁻: l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0, 5 mg / l ; - DBO₅ (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg / l. <p>Une augmentation ou une diminution de la distance du point de prélèvement en aval de la pisciculture dans la limite de 300 mètres peut être autorisée par l'arrêté d'autorisation, sous réserve de la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Lorsqu'il existe plusieurs points de rejet, cette distance est calculée à partir du point de rejet situé le plus en aval de la pisciculture.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'analyse 24 heures pour l'année en cours doit être réalisée mi novembre.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre une copie des résultats de l'analyse dès réception.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 7 : Règles d'exploitation

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'épandage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les boues sont récupérées à partir des bassins et du système épuratoire, celles-ci peuvent être soumises à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal et épandues sur des terres agricoles, éventuellement après compostage ou toute autre méthode autorisée.</p> <p>Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles cadastrales qui pourront faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il démontre que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 03/10/2025 une facture des recycleurs bretons du 31/05/2025 pour la récupération de 1,760 tonnes de boues sèches. Il n'existe pas d'épandage des boues.</p> <p>Les boues sont issues du filtre à tambour puis décantées dans un bassin avec roselières. Les boues sont ensuite pompées et séchées dans un bassin étanche. La collecte est annuelle après séchage par évaporation.</p> <p>L'exploitant ne connaît pas la destination finale des boues.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> |

| |
|---|
| Informez l'inspection de la destination finale des boues issues de la pisciculture. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 8 : Règles d'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 17 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets |
| Prescription contrôlée : Le stockage, l'élimination et le recyclage des déchets doivent se faire conformément à la réglementation en vigueur. |
| Constats : L'exploitant indique que les déchets, autres que les boues, sont déposés en déchetterie une fois par an. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Règles d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 18 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des poissons morts |
| Prescription contrôlée : Les poissons morts sont retirés des bassins et stockés dans une enceinte étanche à température réfrigérée positive ou négative en attente de leur enlèvement ou de leur destruction selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur. |
| Constats : L'exploitant indique que les poissons morts sont déposés dans la chambre froide puis la société d'équarissage les enlève quand la quantité de poissons morts atteint 1 à 1,5 tonnes sur demande. La chambre froide est désinfectée après chaque enlèvement. Le dernier bordereau date du 03/09, en règle générale l'enlèvement est réalisé environ toutes les 3 semaines et maximum tous les mois. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Règles d'exploitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 19 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Agents pathogènes / Propreté |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre de dispositions visant à éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes. |

| |
|--|
| L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence (peintures, plantations, engazonnement...). |
| Constats : En entrée de pisciculture, un pédiluve est présent pour éviter tout risque d'introduction de pathogène. L'ensemble des installations est maintenu propre et correctement entretenu. Les abords immédiats de l'installation sont maintenus en bon état de propreté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Autosurveillance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21 |
| Thème(s) : Risques chroniques, documents tenus à disposition |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; - les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosérie-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ; - les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ; - le cahier d'épandage, le cas échéant. Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents. |
| Constats : L'exploitant a transmis le 3 octobre 2025 certains des éléments de son dossier. L'ensemble des pièces est dématérialisée. Dans le plan transmis, deux points de rejets sont présents. Le point de rejet principal est positionné après le filtre à tambour. Le second point de rejet est l'ancien point de rejet de l'installation. Il est positionné après le bassin où sont stockées provisoirement les boues issus du filtre à tambour avant pompage pour séchage. Ce bassin est pour moitié équipé d'une roselière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Autosurveillance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de suivi du débit réservé |
| Prescription contrôlée : Le suivi du débit dérivé et, le cas échéant, du débit réservé est effectué selon une fréquence déterminée dans l'arrêté d'autorisation. Cette fréquence est d'au minimum tous les quinze jours. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents. |

| |
|--|
| |
| Constats : |
| L'exploitant a transmis le 03/10/2025 un extrait de son registre de relevé où sont notés quotidiennement les débits dérivés et réservés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Autosurveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH4+) et du paramètre nitrites (NO2-). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.</p> <p>Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées. Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet.</p> <p>La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, <u>elle ne peut être inférieure à une fois par an.</u></p> <p>Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 03/10/2025 le relevé quotidien du paramètre NH4+.</p> <p>La mesure est réalisée à l'aide d'un photo-spectromètre.</p> <p>L'inspection constate que la mesure du paramètre NO2- est réalisée mensuellement au lieu de tous les quinze jours.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

L'exploitant devra suivre le paramètre nitrites NO₂⁻ au moins tous les quinze jours en période d'étiage soit du 14 juillet au 1^{er} novembre. Ces analyses pourront être effectuées au moyen de mesures rapides.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois